

# Le gouvernement veut instaurer des conseillers numériques pour les PME

Dans le souci de combler le retard enregistré par les PME françaises dans le domaine du numérique, le gouvernement s'apprête une fois de plus à mettre à disposition des entreprises de petites tailles des outils et des aides dédiés. Cette fois, une nouvelle idée est sortie des ministères, celle des « conseillers numériques »...

Le gouvernement souhaite « *fournir aux entreprises diagnostics et bilans sur leur utilisation des TIC afin de les inciter à améliorer leur productivité* », a précisé Luc Chatel, le secrétaire d'Etat à la Consommation, en ouverture de la journée TIC et PME, tenu au ministère de l'Economie et des Finances.

L'absence d'investissements des PME françaises dans ce domaine demeure, malgré de nombreux signaux d'alerte, une réalité toujours tangible. Rappelons qu'en France, l'économie numérique représente 6% du PIB, contre 13% pour les Etats-Unis et 17% pour la Corée du Sud.

Selon les chiffres officiels, si plus de 80% des TPE sont équipées en informatique, **700.000** très petites entreprises ne sont pas connectées au Net. Un chiffre colossal.

Sans fournir plus d'informations sur le futur dispositif (budget, ressources humaines, mission précise des conseillers etc.), Luc Chatel a toutefois précisé que la mesure « *pourrait faire l'objet d'une annonce gouvernementale dans les prochains jours* », notamment au moment de la présentation par le président du fameux plan « France numérique 2012 » dont l'annonce a été reportée, crise financière oblige.

Cette initiative n'est pourtant pas totalement nouvelle. [En 2006](#), l'Etat s'était également engagé à accompagner les PME vers le numérique avec le 'Passeport pour le numérique ». Un plan en trois volets avait même été établi.

Dans un premier temps, l'Etat entendait s'attaquer aux freins psychologiques à l'origine du blocage des entreprises. Dans un deuxième temps, les chefs d'entreprise se voyaient proposer des modules de formation, de manière à les familiariser avec les TIC. Le dernier volet de ce plan proposait un guide d'achat, pour permettre aux entreprises de faire leur choix parmi les fabricants, les opérateurs et autres prestataires de services IT.

Ce plan ne semble pas avoir atteint ses objectifs (200.000 entreprises accompagnées en deux ans) et cette nouvelle initiative est l'illustration de cet échec.

Pour assurer le succès de son futur projet, le gouvernement devra déployer de véritables efforts de communication et de pédagogie.